

## **La Tunisie : l'apprentissage de la démocratie fait mal**

**La révolution tunisienne aura libéré toutes les forces politiques du pays. Un an après, la société est prise dans un débat identitaire qui fait naître de vives tensions. Et si tout cela était normal ?**

« On manifeste pour dire que la Tunisie nous appartient aussi. Ces gens veulent nous imposer leur manière d'aimer Dieu. On est Tunisien, est-ce que ça vous suffit ? » Laïla ne mâche pas ses mots. Cette comédienne participe régulièrement aux manifestations organisées autour de la nouvelle place du 14 janvier 2011 ou devant le siège du gouvernement, place de la Kasbah. L'objectif ? Dire non aux salafistes qui ont fait beaucoup parlé d'eux depuis le début d'année 2012. Cette mouvance pourtant minoritaire en Tunisie – ils ne seraient que quelques milliers – s'est réveillée avec la victoire d'Ennahda lors de l'élection de l'Assemblée constituante.

Il y a tout d'abord eu l'occupation d'établissements scolaires pour obtenir l'autorisation du port du niqab, il y a aussi eu des agressions d'universitaires, de journalistes ou d'intellectuels, parfois au nez et à la barbe de forces de police. « *Le problème, c'est que ce ne sont pas des actes isolés. La menace est réelle parce qu'on laisse faire.* » affirme Mohammed, fonctionnaire au Ministère de la Santé. La cinquantaine, cet homme avoue qu'il n'a pas été sur le front de la révolution de janvier 2011. Mais un an plus tard, il manifeste parce qu'il est inquiet du manque de position ferme des pouvoirs publics. Pourquoi Ennahda, le parti islamiste au pouvoir, ne s'interpose pas plus pour juguler les dérives des extrémistes ?

### **Le double langage d'Ennahda**

Il faut le dire : Ennahda est mal à l'aise face à la recrudescence du mouvement salafiste. Il a fallu deux mois au Ministère de l'Enseignement supérieur pour lever le sit-in de la faculté de la Manouba. Plutôt que de prendre clairement position, le leader du parti Ennahda, Rached Ghannouchi, a préféré accuser les laïcs d'être responsables de l'émergence du salafisme avec l'absence de culture religieuse en Tunisie. Pour Zied Krichene, rédacteur en chef du quotidien « *Le Maghreb* », le pouvoir souhaite en réalité ménager les salafistes :

*« Si Ennahda s'oppose directement aux salafistes, il risque de perdre une partie de son électorat jeune qui est beaucoup plus sensible aux thèses extrémistes. Ghannouchi lui-même voit sa jeunesse dans les salafistes ! Et Ennahda ne veut pas avoir d'autoroute à sa droite ! »*

Une position qui a valu au journaliste d'être agressé physiquement et verbalement à la sortie du procès de Nessma TV sur la diffusion du dessin animé Persépolis. Devant les forces de l'ordre qui ont mis plusieurs minutes avant d'intervenir. Krichene pense aussi qu'Ennahda doit se confronter à sa propre faiblesse idéologique depuis qu'il a pris le pouvoir. Trois mois après sa victoire électorale, va-t-il rester fidèle à son programme modéré ? Souhaite-t-il inscrire la charia dans la Constitution ? Le mouvement islamiste est en réalité lui-même traversé par de multiples courants. Ainsi, les propos de l'idéologue Sadok Chourou au sein de l'Assemblée constituante (qui a cité un verset du Coran appelant « à couper les mains de ceux qui maintiennent les sit-ins ») ou encore la visite du prédicateur égyptien radical Wadji Ghoneim (qui a justifié l'excision des femmes comme une « opération esthétique ») en ont mis plus d'un mal à l'aise au sein d'Ennahda. Mais l'absence de position claire du mouvement islamiste joue contre lui. Et risque de radicaliser la frange laïque de la population.

## **Échéance électorale**

L'enjeu est aussi politique. Le gouvernement de coalition n'est que provisoire. Une fois la Constitution rédigée (si les différents partis au pouvoir s'entendent...), de nouvelles élections sont attendues, probablement dans moins d'un an. C'est là aussi toute la problématique actuelle. Chacun des partis, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, pensent déjà à cette future échéance électorale. Au risque de jouer avec les divisions de la société. C'est le point de vue de Mohammed, jeune chômeur, qui dénonce une instrumentalisation par la classe politique :

*« Les manifestations actuelles pour les libertés d'expression sont légitimes, mais elles sont récupérées par des partis politiques. Les politiciens interfèrent dans ce qui se passe en Tunisie et c'est ce qui pourrit la situation. Nous devons au contraire nous unir face aux défis qui nous attendent. »*

## **Intégrer toutes les franges de la population**

Pour l'heure, la société semble divisée entre les démocrates progressistes et les islamistes. On le voit à chaque manifestation : lorsque les laïcs défilent aux cris de « *ma liberté est aussi sacrée que vos croyances* », ils doivent faire face à des partisans d'Ennahda qui arborent des pancartes du style « *respectez la légalité, Ennahda a gagné* » ou « *l'Islam prime sur tout* ». Pour Olfa Riahi, journaliste blogueuse, il faut aussi écouter cette partie de la population tunisienne :

*« Il faut reconnaître qu'il existe une importante frange conservatrice qui a longtemps été étouffée sous Ben Ali, et cette frange doit aussi être intégrée dans la société d'aujourd'hui. Et pour ces gens, attaquer l'islamisme revient à attaquer l'islam, il faut faire attention avec ça. »*

Un travail éducatif reste à faire en la matière : laïcité et islam ne sont pas incompatibles. Les partis politiques qui jouent avec ce débat identitaire pourraient bientôt s'en mordre les doigts, car les conséquences sont incalculables, met en garde Olfa Riahi :

*« Pour moi, ce débat autour de l'identité est un faux problème qui étouffe le vrai problème de la révolution : à savoir la reconstruction économique du pays. Les gens ont faim, et on sait bien que le désespoir nourrit l'extrémisme. La marginalisation sociale mène à la radicalisation politique. »*

## **Le défi économique**

Le mécanisme est bien connu, que ça soit en Tunisie ou ailleurs. L'histoire nous l'a bien montré : n'est ce pas le traumatisme des réparations, l'hyperinflation, puis le crash économique de 1929 – le tout à la fois – qui propulsa Hitler sur le devant de la scène politique ? Aujourd'hui encore, les populismes de droite gagnent du terrain en Europe parce qu'ils se tournent vers les classes défavorisées, qui sont les premières victimes de la crise.

Il ne faut pas prendre cette mise en garde à la légère. D'après les chiffres du Ministère de l'Economie, près d'un quart de la population active est au chômage. En coulisses, le ministre actuel Abdelwahab Maatar, du parti CPR Congrès pour la République, reconnaît

que personne ne voulait de ce Ministère au sein du gouvernement de coalition. Des propos qui en disent long sur l'ampleur de la tâche. Il faut vite se mettre au travail, pense aussi Sonia Ben M'Rad, présidente de la Chambre de femmes chefs d'entreprise de Tunis :

*« Ne perdons pas notre temps et nos énergies dans des broutilles. Parce que le temps est précieux, plus que jamais. Ça fait un an qu'on a fait la révolution, on a mené des élections transparentes, on a la liberté d'expression. On a réussi un processus démocratique, c'est génial. Mais pour l'heure, nous devons montrer de quoi nous sommes capables sur le plan économique. La guerre contre le chômage : il n'y a que ça de vrai. »*

### **Le combat pour les libertés continue**

Mais nombreux sont les militants à penser qu'il ne s'agit pas de broutilles. Rien n'est acquis ! En témoigne les pressions sur la presse – un excellent baromètre pour la démocratie. Il y a déjà eu les nominations par le pouvoir de plusieurs présidents de médias publics, et plus récemment cette interpellation du quotidien Ettounsia pour atteinte aux « *bonnes mœurs* » après la publication en Une d'une photo de nu. Mais – et c'est déjà un progrès – on peut compter sur la société civile pour rester vigilante et descendre dans la rue à chaque dérapage. Ben Sassi Sami est le président de l'Association citoyenne tunisienne Think and Decide. Il refuse de se taire, tant que ses libertés seront en danger et rejette haut et fort l'argument économique :

*« Aucun droit de l'homme ne peut être mis de côté au nom de l'économie. Pendant 25 ans, sous Ben Ali, on nous a dit que les droits socio-économiques primaient sur les droits civiques. C'est un mensonge ! »*

Ben Ali et avant lui Bourguiba. Faut-il le répéter ? : la Tunisie sort de 50 ans de dictature. La construction d'un État démocratique ne peut pas se faire du jour au lendemain. Pour reprendre l'adage du célèbre révolutionnaire français Mirabeau, « *il est plus facile de commencer une révolution que de la finir.* » Les Tunisiens sont en train de l'apprendre à leurs dépens. Après le temps de l'union face au dictateur, voici venu le temps de la libération des rancunes, celui où tout est possible, où chacun veut avoir son mot à dire. Et

les forces extrémistes tentent bien entendu de profiter de ce chaos post-révolutionnaire pour s'imposer. C'est au pouvoir élu par le peuple de prendre son courage à deux mains pour reconstruire les bases de l'État tunisien, pour séparer sphère publique et sphère privée. Et il doit surtout apprendre à ses citoyens à tolérer les autres forces politiques, à vivre ensemble malgré les différences. On le sait : l'apprentissage de la démocratie est toujours douloureux. Mais rien que le fait que chacun puisse s'exprimer est un signe positif, qui ne trompe pas : la démocratie est en marche en Tunisie.

Cécile Leclerc